



Extrait du Elus communistes et apparentés de Vénissieux

<http://gec.venissieux.org/Pour-le-droit-a-une-vie-digne>

Pour le droit à une vie digne, contre les expulsions locatives

!

- Les élus interviennent... -

Date de mise en ligne : jeudi 25 mars 2010

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits réservés

Pour le droit à une vie digne, contre les expulsions locatives !

Environ 150 personnes se sont rassemblées et ont manifesté le mercredi 24 mars en fin d'après midi dans les rues de Vénissieux pour crier haut et fort leur ras le bol de la politique Sarkozyste.

Les élus vénissiens sont venus en nombre soutenir les CGTistes, les employés des Bosch et les familles en difficultés venus manifester.

Cette manifestation dénonçait la reprise des expulsions locatives depuis le 15 mars, l'augmentation du chômage, de la précarité... et l'inaction des pouvoirs publics.

Afin de montrer leur mécontentement, les élus communistes et apparentés, rassemblés autour de Michèle Picard se rendront en Préfecture jeudi 25 mars à 17h afin de remettre au préfet les quelques 3 000 cartes pétitions "contre la pauvreté pour une vie digne" rassemblées hier lors de la manifestation.

Tract de la section du PARTI COMMUNISTE FRANCAIS de Vénissieux :

Non à la reprise des expulsions

depuis le 15 mars les expulsions locatives ont repris. Le préfet peut envoyer les forces de l'ordre pour jeter à la rue des familles qui sont en difficultés pour payer leur loyer.

Avec le développement du chômage, de la précarité, des bas salaires, des petites pensions ce chiffre est en constante augmentation.

EN 2008, selon les associations près de 11 000 expulsions ont eu lieu avec le concours des forces publiques. Cette année ce chiffre sera dépassé. A Vénissieux plus de 100 familles sont concernées. Cette situation doit cesser.

La loi DALO c'est un leurre.

Les personnes menacées d'expulsion sont selon la loi des personnes relogeables en priorité par le préfet mais c'est ce même préfet qui donne l'ordre de les jeter à la rue ! Sans que des solutions de relogements soient trouvées ni recherchées.

Ce serait absurde s'il ne s'agissaient d'enfants, de femmes et d'hommes.

Tous les acteurs de terrain savent qu'une expulsion est un traumatisme. Elle enclenche une spirale de la misère.

Avec Sarkozy la population paye la crise des financiers.

Les financiers ont accentué la crise du système capitaliste. Pour sauver les banques et les bourses, les gouvernements dont celui de Sarkozy ont donné des milliards d'euros aux banques. La Banque Centrale Européenne leur a prêté de l'argent à des taux dérisoires, alors que les salariés doivent faire face pour les crédits à la consommation à taux, parfois supérieur à 15%.

Cet argent donné sans aucune contre partie pour la création d'emploi manque pour les dépenses sociales, pour l'aménagement du territoire...

Les crédits d'Etat pour indemniser les propriétaires lorsque le préfet n'exécute pas une expulsion, ont diminué très fortement sous ce gouvernement.

Cette politique, qui vide les caisses de l'Etat, qui l'endette, c'est bien nous qui la payons. Explosion du chômage, refus d'augmenter les minimas sociaux, suppression de la TP, diminutions des moyens pour l'école, la santé, remise en cause prochaine de notre système de retraite.

Et dans le même temps les banques, les marchés financiers ont retrouvé des profits faramineux.

Ensemble contre les expulsions

Depuis plusieurs années les Vénissiens avec leurs élus ont pu empêcher un grand nombre d'expulsions grâce à la mobilisation pour rendre ces actions de résistance incontournables.